



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



## L'AFD ET « Santé en commun » : riposte 2020-2021 au Covid-19



© Naomi Mitongo/IRD

**1,8 Md€**

engagés pour la riposte  
Covid-19 via l'initiative  
« Santé en commun »  
en 2020 et 2021

**1,2 Md€**

complémentaires engagés  
en protection sociale  
pour atténuer les effets  
de la crise

**27 millions**

de personnes ont bénéficié  
d'un meilleur accès aux soins  
grâce aux financements  
de l'AFD

Reflète de l'engagement de la France dans la riposte mondiale à la crise du Covid-19, l'AFD s'est mobilisée dès avril 2020 pour offrir une réponse sanitaire et sociale à la crise via l'initiative « Santé en commun ». Renouvelée en 2021 pour répondre aux évolutions de la pandémie, l'initiative a permis de poursuivre les investissements dans les systèmes de santé et de protection sociale pour faire face aux crises de demain.

#MondeEnCommun

# Répondre à l'urgence de la crise et renforcer les systèmes de santé et de protection sociale

1

## Nos axes d'intervention

L'AFD a construit l'initiative « Santé en commun » autour de trois enjeux clés – qu'un dernier axe est venu compléter en 2021, suite à l'évolution de la pandémie et la découverte des vaccins :

- **Renforcer les capacités de diagnostic et de surveillance épidémiologique.** L'AFD a appuyé les activités de dépistage et renforcé les capacités de suivi des dynamiques de l'épidémie, notamment en Afrique. L'acquisition de matériel et consommables ainsi que la formation des ressources humaines ont constitué des composantes majeures de cet appui.
- **Sécuriser les parcours de soins, du dépistage au traitement des cas sévères.** L'AFD a accompagné les structures de soins pour la prise en charge des patients (achat d'équipement, réhabilitation d'infrastructures, appui aux ressources humaines). Des activités de mobilisation communautaire ont complété les interventions.
- **Atténuer les conséquences sociales de la crise.** Afin de minimiser l'impact de la crise pour les populations les plus vulnérables, l'AFD a contribué au financement de programmes de transferts monétaires d'urgence et au renforcement des socles de protection sociale dans les pays.
- **Augmenter les capacités nationales et régionales d'achat et de production des vaccins.** L'AFD a accompagné la dynamique de renforcement des capacités des acteurs publics et privés régionaux afin d'améliorer l'accès aux vaccins contre le Covid-19 dans les pays du Sud tout en posant les fondements d'une meilleure souveraineté pharmaceutique.

2

## L'approche partenariale au service de la riposte

« Santé en commun » a mobilisé une diversité d'acteurs complémentaires :

- **les États** pour l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques nationales;
- **les ONG** pour appuyer les plans de riposte nationaux au plus près des populations;
- **les institutions d'expertise et de recherche** pour renforcer les capacités locales;
- **les autres bailleurs** pour développer des approches conjointes en co-financement;
- **le secteur privé**, en particulier pour augmenter les capacités de production de produits de santé en Afrique.

### ZOOM sur

## Articuler urgence et réponse de moyen terme

L'irruption soudaine et inattendue de la pandémie de Covid-19 a nécessité une forte réactivité de l'AFD. L'évolution de la pandémie au cours du temps (nouveaux variants, vaccins) a nécessité une capacité d'adaptation constante en termes de thématiques d'intervention, d'outils mobilisés et de géographies prioritaires.

Au-delà de la riposte de court terme, la crise a souligné l'importance d'améliorer les capacités de résilience des systèmes face à de futures crises. En appui à sa réponse d'urgence, l'AFD a donc poursuivi ses investissements de long terme pour le renforcement des systèmes de santé et de protection sociale.

## Limiter les effets d'éviction

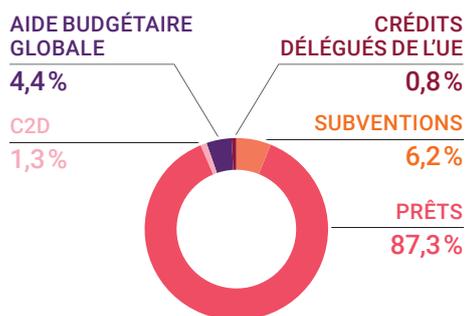
Parce qu'elle a concentré les efforts autour de la riposte à la pandémie et augmenté la pression sur les systèmes de santé, la crise du Covid-19 a également eu pour conséquence de limiter le recours aux soins pour d'autres pathologies ou besoins de santé. Consciente de cet enjeu, l'AFD s'est attachée à atténuer ces effets d'éviction en poursuivant ses investissements sur d'autres priorités de santé telles que les droits et la santé sexuels et reproductifs, la nutrition ou la santé mentale.

## Construire des réponses endogènes

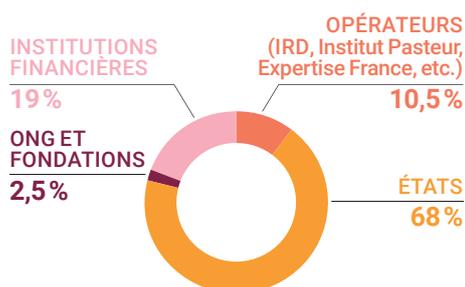
Le Covid-19 a exacerbé les enjeux de souveraineté pharmaceutique et de régulation du secteur de la santé. Le renforcement d'institutions de santé publique nationales et régionales capables de coordonner la préparation et la réponse aux épidémies est devenue une priorité pour l'Afrique. L'AFD a accompagné cette dynamique de montée en puissance d'institutions africaines telles que le CDC Afrique.

# Nos engagements financiers clés pour l'initiative « Santé en commun »<sup>1</sup> 2020-2021

## PAR OUTIL FINANCIER



## PAR PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE



## PAR GÉOGRAPHIE



**35**

pays appuyés

## Surveillance et laboratoires au cœur de la riposte

Historiquement engagée dans le champ de la sécurité sanitaire, l'AFD a su faire preuve de réactivité pour l'amélioration des capacités de diagnostic et de surveillance épidémiologique via le renforcement des laboratoires des pays d'intervention (dépistage, enquêtes de séroprévalence, séquençage du génome).

- L'AFD a appuyé les **instituts Pasteur en Afrique et en Asie** dans leur mandat de laboratoire de référence pour le diagnostic du Covid-19, notamment via l'équipement des laboratoires et la formation du personnel, dans une dynamique de coopération Sud-Sud (19,2 M€ en subvention au total pour 2020 et 2021).
- L'AFD a appuyé le plan de riposte à la crise du **réseau régional de surveillance épidémiologique de la Commission de l'océan Indien** qu'elle soutient depuis 2008 dans son approche d'intégration des risques en santé humaine et animale (subvention de 2 M€ et délégation de l'Union européenne de 8,7 M€).

## La protection sociale, une priorité mise à l'agenda par la crise

Les effets brutaux de la crise sur les revenus des populations les plus vulnérables ont remis les systèmes de protection sociale en haut des priorités politiques. L'AFD a contribué au financement de transferts monétaires pour compenser les pertes de revenu des populations les plus vulnérables et faire face à l'urgence de la crise. Dans une approche plus structurante, l'AFD a également accompagné les États dans le développement de leur système de protection sociale afin de les rendre plus résilients face aux chocs.

- Au **Maroc**, l'AFD accompagne le gouvernement dans le processus de généralisation de la couverture maladie à l'ensemble de la population, premier volet d'une réforme ambitieuse du système de protection sociale décidée par le roi suite à la crise, grâce à un prêt souverain de 150 M€ et une assistance technique de 4 M€ fournie par Expertise France.
- En **Mauritanie**, l'AFD appuie le gouvernement, avec les partenaires de l'Alliance Sahel, dans sa stratégie d'institutionnalisation d'un dispositif de protection sociale adaptative à même de faire face aux différents chocs (sanitaires, climatiques, alimentaires). En 2020, ce financement a été complété par une aide d'urgence pour les ménages pauvres et vulnérables dont les revenus ont été impactés par la crise du Covid-19 (2,5 M€ en subvention).

<sup>1</sup> Les engagements présentés ici recensent uniquement les financements labellisés « Santé en commun », excluant ainsi certains projets en protection sociale et les projets Outre-mer.

# Multi-pays

Renforcer la capacité de réponse à la pandémie de Covid-19 des ministères de la Santé en Afrique



Ce financement, à destination de l'ONG Alima et en appui des autorités sanitaires, vise à réduire la propagation de la pandémie de Covid-19 et à permettre un meilleur diagnostic et une meilleure prise en charge des cas au Sénégal, Burkina Faso, Cameroun, en République démocratique du Congo et en République centrafricaine.

## CONTEXTE

Apparu fin 2019, le virus SARS-CoV-2, responsable du Covid-19, s'est rapidement propagé à tous les continents, provoquant une crise sanitaire mondiale face à laquelle les autorités se sont efforcées de répondre par des mesures sanitaires et socio-économiques d'une ampleur inédite.

En Afrique de l'Ouest et centrale, du fait de la fragilité des systèmes de santé, la crainte d'une vague épidémique a fait de la détection et de la prise en charge des cas suspects et confirmés de Covid-19 une priorité pour les autorités nationales. Face à l'urgence, un soutien technique aux ministères de la Santé a permis de renforcer leurs capacités de triage et de prise en charge des cas de Covid-19 pour un déploiement rapide de ces activités.

## DESSCRIPTIF

Mis en œuvre par Alima, ce projet permet de renforcer les mesures de prévention et de contrôle des infections, de soutenir les mesures de sensibilisation pour prévenir la propagation de la maladie et d'assurer une prise en charge de qualité et sécurisée des cas confirmés et suspects de Covid-19 dans les structures de référence identifiées par les autorités sanitaires dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest et centrale.

## RÉSULTATS

- La prise en charge des cas suspects confirmés se réalise en sécurité sur les sites de prise en charge : réorganisation des circuits des patients, amélioration de la gestion des déchets, notamment infectieux, mise en place de mesures de prévention.
- Les capacités de diagnostic et de prise en charge des cas sont renforcées : accroissement des capacités des structures de référence, appui technique et humain, accompagnement psychosocial et sensibilisation des patients et de leurs familles/communautés.
- Les plans de riposte des ministères de la Santé et les stratégies nationales face au Covid-19 sont mis en œuvre.

**SÉNÉGAL, BURKINA FASO,  
CAMEROUN, RÉPUBLIQUE  
CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE  
DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

Pays



**27/04/2020**

Date de signature de la convention



**Santé et protection sociale**

Secteur



**Afrique de l'Ouest et centrale**

Localisation

**1 an**

Durée du financement



**Subvention**

Outil de financement



**2 millions d'euros**

Montant du financement

**Alima**

Bénéficiaire et maîtrise d'ouvrage



Principaux Objectifs de développement durable visés

Code projet : CZZ2857

# Togo

## Appui au programme de revenu universel de solidarité Novissi dans le cadre de la riposte contre le Covid-19



Ce projet vise à apporter une contribution au programme Novissi (« entraide » en mina et en ewé), mis en place par le gouvernement togolais dans le cadre du déploiement du volet socio-économique de son plan de riposte à la crise.

### CONTEXTE

Les retombées économiques de la situation sanitaire au Togo se sont faites sentir dès avril 2020, avec un net recul du taux de croissance attendu par rapport aux années précédentes. Le gouvernement a donc mis en place des mesures pour permettre de préserver son appareil productif et de prévenir une trop forte paupérisation des travailleuses et travailleurs du secteur informel qui sont disproportionnellement affectés par la crise et ses conséquences.

Ainsi, le plan de riposte du Togo inclut un volet sanitaire et un volet économique et social avec la création du Fonds de solidarité et de relance économique. Le programme Novissi, programme de transferts monétaires temporaire visant à compenser une partie des pertes de revenus, constitue une composante clé du plan de riposte.

### DESSCRIPTIF

Le projet vise à soutenir les populations vulnérables du secteur informel face aux mesures de riposte en leur fournissant une aide financière afin d'assurer leurs moyens de subsistance, et favoriser la reprise économique par la préservation du capital humain et matériel.

Le projet permet aux personnes travaillant dans le secteur informel ayant perdu leur revenu journalier du fait des mesures de riposte sanitaire de percevoir un revenu de remplacement via une série de transferts monétaires non conditionnels en *mobile money*. Les personnes éligibles perçoivent un appui de 12 250 francs CFA par mois pour les femmes et de 10 500 francs CFA par mois pour les hommes, via des virements effectués tous les 15 jours sur leur porte-monnaie électronique.

### RÉSULTATS

La contribution de l'AFD a permis de réaliser environ 360 000 paiements vers les travailleuses et travailleurs du secteur informel. À terme, le programme devrait prévenir la paupérisation des ménages du secteur informel due à la perte de leurs revenus. Enfin, en donnant aux populations les moyens de faire face à la crise, le Togo protège le capital humain et matériel qui sera nécessaire à la reprise économique.

#### TOGO

Pays



30/06/2020

Date de signature de la convention



Santé et protection sociale

Secteur



Ensemble du pays

Localisation

1 an

Durée du financement



Subvention

Outil de financement



3 millions d'euros

Montant du financement

Gouvernement du Togo

Bénéficiaire



Principaux Objectifs  
de développement durable visés

Code projet : CTG1243

# Multi-pays

## Afro-Screen : renforcer les capacités de séquençage génomique en Afrique



**Dans le contexte actuel de la pandémie, le partage rapide des informations liées aux séquences génomiques est essentiel. Le projet Afro-Screen contribue à structurer un réseau africain de surveillance, afin de renforcer les capacités des laboratoires, améliorer le partage de données et assurer un suivi efficace de la circulation des virus.**

### CONTEXTE

La pandémie de Covid-19 a mis en exergue les disparités qui subsistent entre les continents en termes de capacités de surveillance virologique. Sur le continent africain, les données limitées ne permettent pas de refléter la situation épidémiologique. Si la circulation de variants connus a rapidement pu être notifiée dans certains pays, le SARS-CoV-2 va continuer à muter, avec un impact déterminant sur l'évolution de l'épidémie. Il y a donc un fort enjeu à renforcer les dispositifs de séquençage génomique, principal outil de santé publique pour détecter et endiguer les agents pathogènes à potentiel épidémique. De tels dispositifs permettront de suivre plus précisément l'évolution, la diffusion ainsi que l'impact clinique des variants dans la population, mais également d'adapter en conséquence les politiques de santé publique.

### DESSCRIPTIF

Le projet vise à surveiller l'évolution des variants SARS-CoV-2 et autres agents pathogènes émergents à travers le renforcement des capacités de séquençage des laboratoires dans 13 pays d'Afrique subsaharienne. Il permettra également de suivre la dynamique de diffusion des variants, en articulation avec l'application de mesures préventives pour contrôler, sinon limiter, leur circulation.

À cet effet, le projet a pour objectifs de renforcer les capacités de séquençage ou de tests PCR de criblage des laboratoires cibles (formations, équipements); détecter et suivre tout variant émergent; alerter rapidement les autorités sanitaires et la communauté internationale en cas d'émergence de variants d'intérêt; investiguer la circulation des variants d'intérêt sur l'épidémie de SARS-CoV-2 en Afrique; améliorer la réponse au Covid-19 et préparer les pays à faire face à de futures émergences de maladies infectieuses.

### RÉSULTATS

Afro-Screen est une réponse à un besoin urgent de surveillance de l'évolution du SARS-CoV-2 et d'appui aux laboratoires et systèmes d'information.

En contribuant à renforcer le maillage territorial de surveillance des variants, le projet fournit aux autorités sanitaires nationales et régionales un socle d'informations solides pour conduire leur stratégie de prévention et de lutte contre l'épidémie.

Sur le long terme, le programme consolidera un réseau pérenne de plateformes technologiques pour la surveillance virologique en Afrique, qui pourra s'appliquer à de nombreux enjeux, notamment dans une approche « One Health – Une seule santé ».

**BÉNIN, BURKINA FASO,  
CAMEROUN, CÔTE D'IVOIRE,  
GHANA, GUINÉE, MADAGASCAR,  
MALI, NIGER, RÉPUBLIQUE  
CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE  
DÉMOCRATIQUE DU CONGO,  
SÉNÉGAL, TOGO**

Pays



**16/07/2021**

Date de signature de la convention



**Santé et protection sociale**

Secteur



**Afrique subsaharienne**

Localisation

**2 ans**

Durée du financement



**Subvention**

Outil de financement



**10 millions d'euros**

Montant du financement

**ANRS|MIE, Institut Pasteur, IRD**

Bénéficiaires



Principaux Objectifs  
de développement durable visés

Code projet : CZZ3209

# Multi-pays

## Améliorer la sécurité sanitaire dans l'océan Indien



Actuellement dans sa troisième phase, ce projet vise à renforcer la sécurité sanitaire dans la région de l'océan Indien et améliorer les conditions de vie des populations à travers une approche « One Health » d'intégration de la surveillance des maladies en santé humaine, animale et environnementale.

### CONTEXTE

La pandémie de Covid-19 survenue en 2020 exerce une forte pression sur les systèmes de santé, en particulier sur le plan des ressources humaines et des équipements médicaux. La région de l'océan Indien n'est pas épargnée, et les États membres de la Commission de l'océan Indien (COI) font face aux défis de la maîtrise de l'épidémie et de la crise sanitaire qu'elle provoque.

Malgré leurs profils épidémiologiques variés, les pays de la région sont interdépendants face au risque épidémique. Les États membres de la COI s'étaient unis, suite à l'épidémie de chikungunya, pour créer un réseau régional de surveillance des épidémies et de gestion des alertes (Réseau SEGA One Health) coordonné par la COI. Ce réseau a pour objectifs la surveillance épidémiologique, la gestion des alertes et des ripostes au niveau régional, la formation et la collaboration avec la recherche dans une approche « One Health ». Il est soutenu par l'AFD depuis 2008.

### DESRIPTIF

Sous la supervision de l'AFD, la COI assure la maîtrise d'ouvrage et la gestion des fonds du projet, avec l'appui d'une assistance à maîtrise d'ouvrage. Le suivi du projet est assuré par un comité de pilotage régional présidé par le secrétariat général de la COI et composé des point focaux nationaux représentant chaque État membre et nommés par les gouvernements.

Le projet s'inscrit en articulation des actions déjà financées par l'AFD en appui au Réseau SEGA One Health. Il vise à renforcer et pérenniser les capacités de la COI et des États membres dans la gestion des risques épidémiques et zoonotiques à travers deux objectifs :

- améliorer la surveillance de la santé publique, l'alerte et la riposte dans les États membres de la COI et au niveau régional;
- renforcer la préparation stratégique et les mécanismes de plans de réponse en cas de pandémie comme le Covid-19.

### RÉSULTATS

Le projet permet, pour la COI et ses États membres, de renforcer les capacités de surveillance épidémiologique, de diagnostic (tests et laboratoires), de prévention et de contrôle des épidémies et, le cas échéant, la prise en charge des malades (équipements et médicaments) ainsi que les capacités de communication. Le projet appuie aussi la COI dans le renforcement des cadres de collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale de la santé animale et l'Africa-CDC de l'Union africaine.

#### COMORES, MADAGASCAR SEYCHELLES, MAURICE

Pays



**16/12/2020**

Date de signature de la convention



**Santé et protection sociale**

Secteur



**Région de l'océan Indien**

Localisation

**5 ans**

Durée du financement



**Subvention déléguée de l'Union européenne**

Outil de financement



**8,7 millions d'euros**

Montant du financement

**Commission de l'océan Indien**

Bénéficiaire et maîtrise d'ouvrage



Principaux Objectifs  
de développement durable visés

Code projet : CZZ2159

# Bangladesh

## Financement budgétaire : renforcement du système de santé et assurance maladie non contributive



Dans le cadre de la riposte à l'épidémie de Covid-19, l'AFD soutient le gouvernement bangladais à travers un prêt de politique publique axé sur la campagne de vaccination et sur le renforcement structurel du système national de santé et de protection sociale.

### CONTEXTE

Le Bangladesh est confronté d'une part à une prévalence importante de maladies vectorielles aggravées par le changement climatique et, d'autre part, à l'accroissement des maladies non transmissibles lié à la transition démographique. Les investissements publics en santé demeurent à ce jour limités, entraînant des insuffisances en matière de ressources humaines qualifiées, de répartition des infrastructures sur le territoire et de disponibilité d'équipements, notamment au sein des laboratoires. À cela s'ajoute l'absence de mécanismes d'assurance maladie et de mutualisation des risques, qui se traduit par des dépenses élevées à la charge des patients, au risque de les faire basculer dans la pauvreté.

### DESRIPTIF

Le projet se décline sous la forme d'une matrice de politique publique, comprenant des mesures et indicateurs définis conjointement avec les autorités bangladaises et visant à renforcer la résilience du système de santé et de protection sociale.

Les activités contribuent notamment à appuyer le personnel médical impliqué dans la réponse au Covid-19, à améliorer la qualité des ressources humaines, des infrastructures en santé, ainsi que la surveillance épidémiologique à travers les laboratoires, à mettre en place des mécanismes non contributifs d'assurance maladie et à favoriser l'augmentation des ressources destinées au financement de la santé.

De manière transversale, le projet permet de renforcer les capacités d'adaptation des services de santé au changement climatique en améliorant la surveillance de maladies climato-sensibles ainsi que l'efficacité énergétique des infrastructures et la préparation aux risques de désastres. Le projet vise également à promouvoir l'égalité femmes-hommes dans l'accès aux vaccins, à des services de santé de qualité, à l'assurance maladie et aux formations et primes salariales pour le personnel médical féminin.

### RÉSULTATS

Le principal effet attendu est le renforcement à moyen et long termes du système de santé et de protection sociale du Bangladesh, et plus particulièrement pour atteindre :

- un niveau critique d'immunité contre le Covid-19 au sein de la population en appuyant la réponse à la crise sanitaire;
- une offre de soins de qualité à travers des investissements dans les infrastructures, la formation des ressources humaines et le renforcement de la surveillance épidémiologique pour détecter des agents pathogènes émergents (y compris des maladies climato-sensibles);
- une extension de la couverture universelle en santé par le biais de mécanismes d'assurance non contributive.

#### BANGLADESH

Pays



10/11/2021

Date de signature de la convention



Santé et protection sociale

Secteur



Bangladesh

Localisation

20 ans

Durée du financement



Prêt souverain

Outil de financement



200 millions d'euros

Montant du financement

Ministère de la Santé  
et du Bien-être familial

Bénéficiaire



1

POUR  
LA PAUVRETE



3

BONNE SANTÉ  
ET BIEN-ÊTRE



5

ÉGALITÉ ENTRE  
LES SEXES



13

MESURES RELATIVES  
À LA LUTTE CONTRE  
LES CHANGEMENTS  
CLIMATIQUES

Principaux Objectifs  
de développement durable visés

Code projet : CBD1051

# République dominicaine

## Appuyer la réponse sanitaire et sociale à la crise



**Pays de la région Caraïbes le plus touché par le virus, la République dominicaine a fait appel à la communauté internationale pour faire face à l'urgence sanitaire du Covid-19 et renforcer la résilience de ses politiques de santé et de protection sociale.**

### CONTEXTE

La crise liée au Covid-19 n'a pas épargné la République dominicaine. Malgré un développement économique rapide ces dernières années, le modèle social et le système sanitaire du pays demeurent fragiles et peu armés pour prendre en charge une telle crise épidémiologique, survenue en pleine saison touristique. Pour garantir la protection de la population et de ce système encore vulnérable, les autorités dominicaines ont adopté très rapidement des mesures de prévention qui ont et auront de fortes conséquences sur le plan social et économique.

### DESRIPTIF

Dans ce contexte de crise sanitaire aux impacts multidimensionnels, le programme financé par l'AFD, premier bailleur bilatéral en République dominicaine, consiste en un prêt de politique publique axé sur les secteurs de la santé et de la protection sociale en réponse à la crise liée à la propagation du Covid-19 et ses conséquences. Ce programme s'articule autour d'une matrice de politique publique en deux phases avec comme objectifs principaux de répondre à l'urgence en soutenant les acteurs économiques, les travailleurs et les populations les plus vulnérables et de renforcer la résilience des politiques sanitaires et sociales et leur capacité de réponse aux crises. Cette opération se fait en cofinancement avec la Banque interaméricaine de développement. Ce dialogue se structure également autour d'une subvention de l'Union européenne de 8 M€ permettant de déployer un programme d'assistance technique structurant visant à renforcer les capacités de surveillance épidémiologique du système de santé et la résilience des programmes de protection sociale face aux chocs futurs.

L'AFD répond ainsi aux besoins de financement d'urgence tout en contribuant à un agenda de réformes structurelles et à une stratégie de long terme au bénéfice des acteurs économiques et des populations les plus vulnérables.

### RÉSULTATS

Cette opération a contribué à appuyer les efforts de la République dominicaine pour contenir les impacts sanitaires, sociaux et économiques de la crise du Covid-19, tout en maintenant un cadre de finances publiques sain en 2020. Elle a participé à maintenir un revenu minimum pour plus de 650 000 travailleurs formels et permis à plus de 1,5 million de foyers vulnérables de ne pas sombrer dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté. Ce programme vise également à appuyer les autorités dans la préparation de la longue phase de récupération qui suivra.

#### RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Pays



**17/11/2021**

Date de signature de la convention



**Santé et protection sociale**

Secteur



**Saint-Domingue**

Localisation

**20 ans**

Durée du financement



**Prêt budgétaire**

Outil de financement



**200 millions d'euros**

Montant du financement

**État dominicain**

Bénéficiaire

**Banque interaméricaine  
de développement, Union  
européenne**

Partenaires financiers



Principaux Objectifs  
de développement durable visés

Code projet : CDO1084

# Multi-pays

## Soutenir l'approvisionnement en vaccins contre le Covid-19 en Afrique



© Ricci Shryock / AFD

**L'AFD a approuvé le financement du programme porté par la Banque africaine d'import et d'export Afreximbank pour soutenir le mécanisme africain d'achat de vaccins contre le Covid-19.**

### CONTEXTE

Si les premières vagues de la pandémie de Covid-19 avaient relativement épargné les populations africaines sur le plan sanitaire, la troisième vague, en 2021, a montré que le risque persiste. Or, au 17 octobre 2021, seulement 5 % de la population africaine disposait d'un schéma vaccinal complet contre le Covid-19, contre 36 % de la population mondiale. Pour remédier à cette situation, et en complément du dispositif multilatéral Covid-19 Vaccines Global Access (Covax) prioritairement basé sur les dons des pays développés, l'initiative African Vaccine Acquisition Trust (AVAT) a été lancée sous l'égide de l'Union africaine et du CDC Afrique. Basée sur une mutualisation des commandes des États africains, cette initiative leur permet de disposer d'un accès facilité, abordable et rapide à des vaccins sûrs.

### DESRIPTIF

La finalité du projet est de contribuer à la protection des populations africaines contre les effets sanitaires et socio-économiques du Covid-19. Cette finalité s'articule autour de deux objectifs spécifiques :

- soutenir AVAT dans ses efforts pour garantir un accès facilité, accéléré et financièrement abordable aux vaccins contre le Covid-19 ;
- accompagner un acteur financier régional de référence dans sa capacité à fournir des instruments financiers innovants de réponse aux crises.

Afin d'atteindre ces objectifs, le projet prévoit une ligne de crédit de 50 M€ au bénéfice d'Afreximbank pour soutenir le mécanisme de facilité de paiement proposé dans le cadre d'AVAT. Les financements seront ensuite alloués aux États africains selon les critères d'éligibilité fixés avec l'AFD.

### RÉSULTATS

Les États africains disposeront d'un accès facilité, abordable et rapide à des vaccins sûrs, issus du contrat avec la société Johnson & Johnson ou a minima homologués par l'OMS.

Le développement de la vaccination doit également préparer un retour à des conditions économiques normales et à la croissance, au moins sur la même trajectoire qu'avant la pandémie.

#### AFRIQUE

Pays



**17/02/2022**

Date de signature de la convention



**Banque et finance  
Santé et protection sociale**

Secteurs



**Continent africain**

Localisation

**8 ans**

Durée du financement



**Prêt non souverain**

Outil de financement



**50 millions d'euros**

Montant du financement

**Afreximbank**

Bénéficiaire et maîtrise d'ouvrage



Principaux Objectifs de développement durable visés

Code projet : CZZ3239

# Multi-pays

Renforcer la souveraineté  
pharmaceutique africaine  
en investissant dans  
les capacités de production  
locales



© Aurore Lambert / AFD

**Les inégalités d'accès aux vaccins contre le Covid-19 au niveau mondial ont rendu indispensable le renforcement de la souveraineté pharmaceutique du continent africain pour réduire sa dépendance aux importations.**

Avec ses partenaires européens, l'AFD soutient la stratégie de l'Union africaine et du CDC Afrique de développement de plateformes régionales de production de vaccins en renforçant les industries locales et leurs écosystèmes.

## ASPEN PHARMACARE HOLDINGS LIMITED

Proparco, en partenariat avec la SFI (société de financement de la Banque mondiale), la DEG (l'institution allemande de financement du développement) et la DFC (Société de financement du développement international des États-Unis), soutient le groupe pharmaceutique sud-africain Aspen pour refinancer sa dette et renforcer son bilan en soutenant ses opérations, notamment la production de vaccins et d'autres thérapies sur les marchés africains et émergents. Ce financement vise à améliorer la disponibilité, dans les pays en développement, de produits pharmaceutiques essentiels tels que les vaccins contre le Covid-19 ou les médicaments pour la thrombose.

## APPUI AU SECTEUR PHARMACEUTIQUE AU SÉNÉGAL

S'appuyant sur un partenariat de long terme avec la Fondation de l'Institut Pasteur de Dakar (FIPD) pour la construction d'une nouvelle unité de production de vaccins contre la fièvre jaune, l'AFD a contribué au fonds d'amorçage pour le financement d'une plateforme régionale de production de vaccins portée par la FIPD aux côtés de partenaires européens, de la DFC et de la SFI.

Au-delà de l'appui direct à l'amorçage de ce projet industriel, et afin de promouvoir une approche plus structurante du renforcement des capacités de production locales, l'AFD accompagne le gouvernement sénégalais dans la mise en œuvre de son plan de relance du secteur pharmaceutique avec l'objectif de pouvoir produire dans le pays 50 % des besoins en produits de santé d'ici 2050. Ce prêt de politique publique aura pour objectif de :

- consolider le cadre et les institutions réglementaires pour garantir la qualité des produits de santé ;
- former les ressources humaines nécessaires à une industrie pharmaceutique locale pérenne ;
- construire les capacités de production de vaccins du Sénégal via la FIPD ;
- promouvoir un environnement d'investissement favorable au développement de projets industriels dans le secteur pharmaceutique.

### AFRIQUE DU SUD

Pays



**19/08/2021**

Date de signature de la convention



**Prêts**

Outil de financement

**156 millions d'euros**

Montant du financement



**Aspen Finance Proprietary Ltd**

Client

### SÉNÉGAL

Pays



**30/06/2021 et 18/05/2022**

Date d'octroi



**Subvention et prêt souverain**

Outil de financement



**1,5 million et 25 millions d'euros**

Montant du financement

**Fondation de l'Institut Pasteur  
de Dakar et État sénégalais**

Bénéficiaires



**Santé et protection sociale**

Secteur



Principaux Objectifs  
de développement durable visés

L'Agence française de développement (AFD) contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



© Ramarou Mamane Issoufou / Croix-Rouge française

Août 2022



Certifié PEFC / Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. / [pefc-france.org](http://pefc-france.org)

AGENCE FRANÇAISE  
DE DÉVELOPPEMENT  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris – France

[afd.fr](http://afd.fr)  
[facebook.com/AFDOfficiel](https://facebook.com/AFDOfficiel)  
[twitter.com/AFD\\_France](https://twitter.com/AFD_France)  
#MondeEnCommun

Exécution : Planet 7